

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 5 MAI 2025

Le Conseil Municipal de la Ville de Biarritz s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Biarritz, 12 Avenue Edouard VII, lundi 5 mai 2025 à 17h00, sur invitation, en date du 28 avril 2025, adressée par Madame Maider AROSTEGUY, Maire, et affichée le 29 avril 2025.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Adrien BOUDOUSSE

PRESENTS : Mme Maider AROSTEGUY (Maire), M. Adrien BOUDOUSSE, M. Edouard CHAZOUILERES, Mme Anne PINATEL, Mme Maud CASCINO, M. Michel LABORDE, Mme Patricia POURVAHAB, Mme Stéphanie GRAVÉ (questions 2 et 3), M. Xavier DELANNE, Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS, M. Eric QUATRE VIEUX, (Adjoints au Maire), M. Gérard COURCELLES, Mme Françoise FORSANS, Mme Muriel DUBOIS-VIZIOZ, M. Richard TARDITS, Mme Valérie SUDAROVICH, Mme Géraldine VERGET, M. Sébastien MENARD (questions n°2 et 3), Mme Elena KUTUZOVA, M. Didier BARBERTEGUY, M. François HAURET, Mme Corine MARTINEAU, M. Guillaume BARUCQ, M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS LARRALDE, Mme Nathalie MOTSCH (questions 2 et 3), M. Sébastien CARRERE, M. Patrick DESTIZON (Conseillers Municipaux).

ABSENTS ET ABSENTS REPRÉSENTÉS PAR POUVOIR : Mme Martine VALS (procuration à Mme Maider AROSTEGUY- Maire), Fabrice-Sébastien BACH (procuration à M François HAURET), M. Mathieu KAYSER (procuration à Mme Valérie SUDAROVICH), Mme Stéphanie GRAVÉ (question n°1), M Louis BODIN (procuration à BOUDOUSSE), Mme Christelle RODET (procuration à M Edouard CHAZOUILERES), M. Sébastien MENARD (question n°1), M. Raphaël LEFORESTIER (procuration à M Michel LABORDE), Mme Lysiann BRAO, M Brice MORIN, Mme Nathalie MOTSCH (question n°1).

Madame AROSTEGUY

Chers collègues, je vous propose que nous commençons. Il est 17 heures. Je pense que quelques retardataires vont nous rejoindre. Je vais commencer l'appel.

Mme le Maire fait l'appel.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 31 mars 2025

Madame AROSTEGUY

Comme traditionnellement, je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal précédent qui était le 31 mars. Avez-vous des observations ou des remarques sur le procès-verbal qui vous a été transmis ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des abstentions ? Oui, vous étiez absent, donc vous vous absteniez de voter. Donc, une abstention sur le procès-verbal du Conseil du 31 mars.

ADOpte AVEC 23 VOIX POUR

1 abstention : Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE

2 – Exécution de l’arrêt n° 24BX00144 du 6 février 2025 - de la Cour administrative d’appel de Bordeaux – Dénomination de la Rue de « la Négresse »- Scrutin à bulletin secret

Madame AROSTEGUY

C’est un Conseil Municipal particulier puisqu’il porte sur deux questions. La première est l’exécution de l’arrêt du 6 février 2025 de la Cour administrative d’appel de Bordeaux.

Chers collègues, aujourd’hui nous allons aborder une affaire qui touche profondément notre Ville, notre histoire et notre cohésion. Il s’agit bien sûr de la dénomination « La Négresse » et des récentes décisions de justice qui nous enjoignent d’y mettre un terme.

Bien avant le 9 novembre 2020, date à laquelle notre Ville a rejeté la demande de l’association « Mémoires et Partages » qui réclamait l’abrogation des délibérations du 22 octobre 1861 et du 1^{er} juillet 1986, d’autres voix s’étaient élevées au sein de ce Conseil Municipal pour demander l’abrogation de l’utilisation de ce terme de « La Négresse », en particulier un ancien élu de la Ville de Biarritz, Galery GOURRET-HOUSSEIN, qui dans cette instance - je pense que vous vous en rappelez, mon cher collègue Patrick DESTIZON, vous étiez présent à l’époque - avait demandé au Maire de l’époque, Didier BOROTRA, de stopper l’usage de ce terme de « La Négresse ». Ce dernier l’avait renvoyé devant les Conseils de quartier, en particulier le Conseil de quartier du quartier de « La Négresse » qui avait décidé de garder le nom du quartier. Ensuite durant le G7 au mandat précédent sous la mandature de Michel VEUNAC, en août 2019, l’association bordelaise « Mémoires et Partages » était venue protester devant, ce qui convient d’appeler, les grands de ce monde, en tout cas les participants du G7, pour un G7 qui avait lieu à Biarritz en août 2019.

Ensuite, il revient à cette mandature de traiter au niveau juridique les demandes de cessation de cette utilisation. Cette demande visait à supprimer la dénomination jugée offensante. L’association a alors saisi le tribunal administratif de Pau qui a confirmé la position de la Ville en décembre 2023. Vous voyez que de novembre 2020 à décembre 2023, il s’est quand même passé un petit peu de temps. Mais, ce jugement a été annulé le 6 février dernier par la Cour administrative d’appel de Bordeaux. La Cour a considéré que, je cite : *« quelle que soit l’origine supposée de cette appellation, elle évoque en des termes dévalorisants l’origine raciale d’une femme et peut être perçue comme offensante à l’égard des personnes d’origine africaine. »* Elle a donc annulé notre décision et nous enjoint de saisir le Conseil Municipal pour abroger ces deux délibérations dans un délai de trois mois, soit avant le 6 mai 2025.

Permettez-moi de mettre en lumière quelques éléments de réalité. Nous avons tous cru que cette délibération d’octobre 1861 avait baptisé ce quartier du mot « La Négresse ». Moi-même, j’ai été étonnée - si on peut utiliser les termes contemporains - qu’à l’époque une assemblée de mâles blancs ait pu baptiser un quartier du nom de « La Négresse ». En fait, aucune trace n’a été trouvée de ladite délibération du Conseil Municipal ayant eu lieu le 22 octobre 1861 et qui aurait officiellement baptisé le quartier du nom de « La Négresse ». La seule délibération que nous avons retrouvée à cette date concerne l’aménagement du chemin autour du lac du même nom sans jamais évoquer une quelconque dénomination officielle du quartier. Nous avons donc introduit le 11 février dernier une requête en rectification d’erreurs matérielles. Cette demande a été appuyée par le rapporteur public lui-même qui a reconnu l’absence de base factuelle à l’existence de cette délibération. Malgré cela, la Cour a rejeté notre recours considérant que la question devait être traitée dans le cadre de recours de droit commun. Nous avons dès lors formé un pourvoi en cassation devant le Conseil d’État comme la loi nous y autorise comme chaque citoyen. Toutefois et en dépit de notre désaccord de fond et de forme avec cette décision, il nous revient aujourd’hui de l’exécuter.

Nous allons donc procéder à l’abrogation de la délibération du 1^{er} juillet 1986 qui a attribué le nom « La Négresse » à une rue de Biarritz. Nous allons également abroger la délibération du 22 octobre 1861 bien que son contenu ne corresponde pas à ce que la Cour lui attribue. En effet, cette délibération porte sur l’aménagement du chemin autour du lac « La Négresse » et sur l’inscription au budget des crédits correspondants. Le nom du quartier « La Négresse » est donc un nom d’usage et non une qualification administrative. Afin de nous donner le temps nécessaire pour informer les habitants et les entreprises concernées pour changer la signalétique et mettre à jour les bases administratives, l’entrée en vigueur de l’abrogation de la rue est différée au 16 juin 2025. Je signale quand même que depuis ce matin les panneaux de la rue « La Négresse » ont disparu.

Au-delà de ces aspects juridiques, je veux aujourd'hui solennellement porter la voix d'une grande partie des Biarrots. Depuis le début de cette affaire, nombre d'entre eux m'ont exprimé leur choc, leur tristesse, leur colère. Ce débat tel qu'il a été mené dans les médias et sur les réseaux sociaux a donné l'impression que notre Ville portait un nom empreint de racisme, que nous tolérions l'intolérable, voire que nous en étions complices. Ces accusations sont profondément injustes et nous ont meurtris. Elles heurtent une population qui depuis des générations vit dans un esprit d'accueil, un esprit de mixité et de respect. Biarritz est une Ville ouverte, accueillante, profondément attachée aux valeurs de tolérance. Cette histoire locale, transmise de manière orale, s'inscrivait dans une mémoire partagée, jamais perçue localement comme une marque de mépris ou d'exclusion. Nous avons vu naître autour de ce sujet des tensions, des divisions et même des menaces envers certains acteurs du débat public et je veux ici appeler à l'apaisement, à la responsabilité et au respect de chacun. Nous assumons, en tant qu'élus républicains, notre devoir de respecter les décisions de justice, mais nous avons aussi le devoir de défendre l'honneur de notre Ville et de ses habitants. Non, les Biarrots ne sont pas racistes. Oui, cette Ville est un lieu d'accueil et elle le restera. C'est à cette image que je veux rattacher notre action : Une Ville qui respecte son passé, mais qui sait aussi écouter les sensibilités de son temps. Une Ville fière, mais jamais fermée. Une Ville blessée, mais jamais divisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'abroger à compter du 16 juin 2025 la délibération du 1^{er} juillet 1986 ayant dénommé « La Négresse » la rue concernée ;
- D'abroger avec effet immédiat la délibération du 22 octobre 1861 ;
- Et, de m'autoriser à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Aux termes de l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est voté au scrutin secret lorsqu'un tiers des membres présents le réclame. Quelqu'un réclame-t-il un vote à bulletin secret ? Une personne. Y a-t-il d'autres personnes qui souhaitent un vote à bulletin secret ? Je dois vous demander de voter pour ou contre ce vote à bulletin secret. Qui est pour le vote à bulletin secret ?

Mme MOTSCH

Pouvez-vous répéter la question ?

Mme AROSTEGUY

Êtes-vous d'accord pour que ce vote se fasse à bulletin secret ?

Mme MOTSCH

Non.

Mme AROSTEGUY

C'est ce que je vous demande. Donc, qui est favorable ? Dix. C'est bon, le vote à bulletin secret va se faire.

M. DESTIZON

Avant, il peut y avoir un débat.

Mme AROSTEGUY

Bien évidemment, vous allez pouvoir prendre la parole. Rassurez-vous, cher collègue.

M. DESTIZON

Je vous voyais déjà passer au vote.

Mme AROSTEGUY

Non. Le vote ultérieur se fera à bulletin secret. Je vais prendre les interventions. Je vais les noter par ordre d'apparition.

Je note M. BARUCQ, M. DUSSAUSOIS-LARRALDE, M. DESTIZON, M. CARRERE, Mme MARTINEAU. Mme MOTSCH, à la fin peut-être ? Oui, comme d'habitude. Je vous note à la fin. M. BARUCQ, vous avez la parole.

M. BARUCQ

Mme le Maire, mes chers collègues, nous voici réunis pour délibérer sur une décision déjà prise en lieu et place de notre assemblée. Un tribunal administratif bordelais a décidé pour nous, simples Biarrots. Des juges étrangers à notre réalité locale ont estimé que le nom de « La Négresse » devait être rayé de notre histoire. C'est une ingérence inédite de la justice dans la vie de la cité. D'abord parce que cette décision crée un terrible précédent. Cela préfigure une société où on ne débat plus, où on obéit juste aux injonctions morales du moment. Ensuite, parce que ce nom n'a jamais été insultant ni socialement, ni culturellement, ni étymologiquement. Il est au contraire le vestige d'un passé complexe, passionnant, mais en aucun cas excluant. Il évoque une femme noire, réelle ou fantasmée, que l'on imagine belle, forte, émancipée et surtout respectée. Une figure devenue toponyme et ainsi devenue immortelle. Et, vous voudriez qu'aujourd'hui on la fasse tomber dans l'oubli, qu'on l'efface comme l'exige la *cancel* culture.

Mais comment ne pas entendre ici l'écho des voix puissantes qui ont su rayonner et faire rayonner la haute idée de négritude ? Je pense à Léopold Sédar SENGHOR, poète et Président sénégalais. Je pense à Aimé CÉSAIRE qui parlait de négritude comme d'une fierté retrouvée. Je pense à Joséphine BAKER, immense artiste, résistante et militante. Ils nous rappelaient tous, à leur manière, que le mot « négresse » n'a pas qu'un seul sens. C'est un mot qui est polysémique. Il peut être blessant, oui, mais uniquement dans la bouche de personnes incultes et mal intentionnées. Car ce mot peut aussi et surtout être hommage, élévation, reconnaissance.

J'ai du respect pour tous les combats contre les discriminations et notamment pour ceux menés par l'association « Mémoires et Partages ». Mais celui-ci me paraît se tromper de cible. Le vrai progrès, ce n'est pas d'effacer un mot, c'est d'en expliquer le sens, le contexte et l'histoire. C'est par exemple de poser une signalétique pédagogique ou de créer une sculpture en entrée de Ville pour rendre hommage à cette femme « La Négresse » en lui donnant corps, visage et récit, de transformer une gêne supposée en un outil de transmission contre les discriminations.

Biarritz doit rester cette Ville de contraste et de métissage. Mais, je suis navré aujourd'hui de constater que vous cédez à la pression des censeurs qui vous ont déjà fait effacer les pêcheurs à la baleine de notre logo de la Ville, qui vous font supprimer aujourd'hui - vu que les panneaux sont déjà enlevés - le nom de ce quartier typiquement biarrot et qui demain vous demanderont peut-être de changer les noms de rues jugées trop basques, voire de déboulonner la vierge de son rocher sous prétexte qu'elle pourrait être perçue comme offensante à l'égard de personnes d'autres religions ou athées. Ce nom de quartier a traversé sans faire de vagues les décennies et même les deux derniers siècles. Je rappelle à mes collègues qui ont partagé cette campagne, qui ne sont pas encore arrivés, que nous avons porté ce nom pendant la campagne, que nous l'avons assumé. Nous l'avons prononcé, nous l'avons défendu, car il est l'âme de ce quartier, ce quartier d'entrée de Ville qui est le plus métissé humainement et socialement. D'ailleurs quand vous discutez avec les habitants ou les travailleurs biarrots, et notamment ceux d'origine africaine, on constate que les avis sont bien plus partagés qu'on veut nous le faire croire. La plupart ont adopté ce nom. Une patiente m'a même révélé qu'elle avait pris comme un réconfort le nom de ce quartier en arrivant dans notre Ville. Ce nom de quartier allait si bien avec un ancien slogan qui a disparu, mais qui annonçait la couleur de notre Ville : « Biarritz à bras ouverts ».

Mais aujourd'hui ça y est, on démonte les panneaux et on rebaptise ce lieu avec un nom neutre sans histoire. Faudra-t-il un jour générer les noms de rue par une intelligence artificielle pour trouver des intitulés fades, sans couleur, non genrés ? Nous y allons tout droit. Effacer le nom de ce quartier, c'est admettre une connotation péjorative. Comme vous l'avez dit Mme le Maire, cela n'a jamais été le cas.

Je suis désolé, mais là on capitule en acceptant cette décision injuste de justice. C'est une forme d'autoflagellation envers les Biarrots, car ce débat appelait une voie plus médiane, plus exigeante, plus humaine. Nous devrions résister et aller plus loin dans le dialogue avec les habitants, les historiens et les associations concernées en mettant notamment en place, par exemple, une Commission extramunicipale

dédiée. Ce travail aurait dû être fait bien avant d'en arriver au pied du mur devant lequel vous nous mettez. Je ne peux en aucune façon adhérer à cette délibération parce qu'elle nous dépossède, et c'est ça le plus grave, de notre pouvoir d' élu et de citoyen parce qu'elle nie la complexité de notre histoire et surtout parce qu'elle oublie nos racines : nos racines à la fois basques, françaises, mais aussi africaines, qui sont notre richesse commune.

Alors, même si nous n'avons pas encore retrouvé sa trace, même s'il existe encore des doutes sur l'origine même du nom du quartier, préservons son identité. Comme le disait Léopold Sédar SENGHOR : « *La culture est au début et à la fin de tout développement* ». Alors, souvenons-nous et du coup transmettons, ne coupons pas les racines de notre culture biarrote et faisons de « La Négresse » non pas un mot qu'on efface, mais une Marianne locale de notre liberté d'afficher toutes les couleurs qui font l'ADN de notre identité.

M. DUSSAUSSOIS-LARRALDE

Mes chers collègues, Mme le Maire, bonsoir ! Tout ce qui nous est demandé de voter ce soir est la conséquence d'une énième mauvaise gestion de dossier. Tout démarre par un refus de trouver un accord avec une association qui a le droit de faire ce qu'elle est en train de faire. Avant que l'association ne dépose un recours auprès des instances compétentes, vous auriez pu trouver un accord avec eux, par exemple, leur proposer que des panneaux d'affichage expliquent l'histoire du nom du quartier et de la rue de « La Négresse ». Finalement 5 ans et quelques milliers d'euros plus tard, vous avez convié les Biarrots pour une explication sur l'histoire du nom du quartier de « La Négresse ». Fin mars, vous aviez inscrit à l'ordre du jour du Conseil Municipal le retrait de la délibération de 1986 portant sur la nomination de la rue de « La Négresse ». Lorsque vous avez fait appel de cette décision, vous aviez décidé de retirer cette délibération de l'ordre du jour, logique.

Aujourd'hui, la Cour d'appel s'est prononcée et vous avez décidé de vous pourvoir devant le Conseil d'État pour exprimer votre désaccord avec cette décision. Cependant ce soir, vous inscrivez à l'ordre du jour le retrait de la délibération de 1986 portant sur la nomination de la rue de « La Négresse ».

De l'incohérence. À moins que ce ne soit de la stratégie pour pouvoir prétendre avoir défendu le nom de la rue, du quartier, de son histoire, tout en votant favorablement à la demande de l'association en retirant son nom. Pourquoi ne pas poursuivre votre démarche initiale et attendre la réponse du Conseil d'État ? Encore une fois, vous déviez et n'allez pas jusqu'au bout de votre démarche. À vouloir être partout, vous n'êtes nulle part.

Vous avez, à juste titre, et je suis d'accord avec vous, défendu l'histoire des Biarrots et vous avez défendu nos intérêts. Mais aujourd'hui, vous lâchez tout. Sur le coup, on ne peut pas vous reprocher d'être franche. Lors de la conférence publique du 11 mars, qu'on peut retrouver en ligne, vous disiez clairement : « *Je ne voudrais pas être dans la même situation que Robert MÉNARD et frôler à un an des élections une inéligibilité. On va essayer d'être raisonnable tout en montrant notre désaccord avec cette délibération* » fin de citation. Alors là, c'est tapi. Vos intérêts personnels avant ceux des Biarrots. N'est-ce pas de courage que la Maire doit se parer pour ce genre de situation ? Ici, vous amorcez la pompe d'un système qu'on n'arrêtera plus. Pragmatiquement, avez-vous seulement pensé aux entreprises biarrottes ? Ces quinze entreprises, rue de La Négresse, qui s'opposeront à ce changement, car vous leur demandez de modifier leur statut, leurs coordonnées, d'en informer leurs fournisseurs, leurs sous-traitants et clients. Tout cela aura pour conséquence de déstabiliser l'activité de ces entreprises. Vous leur rajoutez des démarches supplémentaires dans un contexte réglementaire qui étouffe déjà les entreprises. Ensuite les 177 entreprises faisant référence dans leurs statuts, leur KBIS à « La Négresse » ou qui sont implantées dans la zone artisanale dite de « La Négresse », devront, elles aussi, changer de nom et porteront des recours dommageables pour tous. Enfin viendra le tour du carrefour de La Négresse à Biarritz de changer de nom, le square de La Négresse à Manosque, et pourquoi pas certains lieux-dits du Lot-et-Garonne. Ceci dit, vous créez peut-être une jurisprudence AROSTEGUY. Je pense que cela devrait vous plaire.

Et, je ne vous ai pas encore parlé des bureaux de vote de « La Négresse » à Biarritz. Votre proposition de rue de « L'Allégresse » est évidemment tout droit sortie de votre vision pour Biarritz. J'ai hâte de vous voir avant les prochaines élections municipales demander à la Préfecture de changer les noms des bureaux de vote du quartier de « La Négresse » afin que les Biarrots aillent voter au bureau de vote « L'Allégresse 1 » et

« L'Allégresse 2 ». La Préfecture ne changera certainement pas le nom de ces bureaux de vote.

C'est par un simulacre de démocratie et de consultation sur laquelle 1 190 avis ont été exprimés, donc la moitié de Biarrots, vous décidez de nommer la rue de « L'Allégresse ». Bien sûr, vous allez me dire qu'il y a eu un vote, mais pourquoi ne pas avoir proposé de garder le nom de « La Négresse » puisque c'est votre choix et celui que vous voulez défendre ? On nous demande donc ici d'effacer l'histoire des Biarrots, de ne pas l'expliquer, de la laisser disparaître, car même si les Biarrots appelleront toujours la rue et le quartier de « La Négresse », malheureusement sans écrit dans quelques générations, toute trace de l'histoire du quartier aura disparu après ce vote.

Alors, faisons preuve de courage, de pédagogie évidemment, valorisons l'histoire du quartier ouvrier qui fut un champ de bataille et ne votons pas cette délibération qui, je le rappelle, n'est que temporaire. Je vous remercie.

Mme AROSTEGUY

On va poursuivre avec les interventions et je répondrai à des choses abracadabrantesques.

M. DESTIZON

Mes chers collègues. L'arrêt de la Cour administrative d'appel de Bordeaux du 6 février dernier nous condamne à abroger deux délibérations, l'une du 1^{er} juillet 1986 attribuant un nom de rue et l'autre du 22 octobre 1861 portant dénomination du quartier sud de la Ville pour la raison que le terme « *La Négresse* » qui les désigne, je cite, c'est dans le jugement : « *relève de l'insulte et porte fondamentalement atteinte au principe de la sauvegarde de la dignité de la personne humaine* » fin de citation.

Tout d'abord, la Mairie a commis une faute de ne pas vérifier l'argumentaire de l'association « Mémoires et Partages » qui indiquait que la délibération du 22 octobre 1861 donnait le nom de « La Négresse » au quartier. Dès le premier jugement du 21 décembre 2023, il eût fallu s'enquérir de rechercher cette délibération afin de voir précisément ce qu'elle disait. Si cela avait été fait, vous vous seriez aperçus que cette délibération ne concernait pas la dénomination du quartier, qu'elle ne faisait que mentionner et vous auriez pu infléchir la décision du tribunal pour au moins une des deux délibérations.

La demande en rectification d'erreur matérielle introduite après le jugement de la cour d'appel administrative était beaucoup trop tardive et la réponse de la cour du 17 avril rappelle l'abolition que ce point aurait dû être soulevé durant les débats, ce qui n'a jamais été le cas. Il s'agit là d'une négligence impardonnable de la part de la Ville qui va maintenant nous obliger à nous pourvoir en Conseil d'État. De plus, en attendant ce futur jugement, l'association « Mémoires et Partages » ou toute autre personne ayant qualité d'agir peut s'appuyer sur cette décision de la Cour d'appel administrative pour engager une action auprès de toutes les entreprises qui ont repris le terme « La Négresse » dans leurs raisons sociales, leurs enseignes et les packagings de leur production, ce qui constitue pour eux un préjudice certain.

Sur le fond, nous ne reprendrons pas le débat visant à savoir si l'origine de ce nom fait référence au fait qu'une aubergiste noire ou très mate de peau aurait tenu une auberge dans ce quartier durant la campagne de France de 1813-1814 opposant les troupes du Maréchal SOULT et du Duc de WELLINGTON, s'il s'agissait d'une domestique d'un planteur de Saint-Domingue retiré à Biarritz ou d'une déformation du nom « Lana gresa » qui signifie « lande d'argile » en gascon, langue couramment pratiquée à Biarritz au XVIII^e et XIX^e siècle. En effet, aucune preuve historique incontestable ne permet de trancher ce débat comme l'ont montré les historiens mandatés par la Ville à cette fin. Car si l'hypothèse d'une déformation de la toponymie Gascogne semble solide, le fait qu'on ne retrouve pas de trace d'une personne noire dans le quartier à l'époque ne signifie pas pour autant qu'elle n'ait pas existé.

La véritable question est donc de savoir si cette dénomination « La Négresse » revêt bien un caractère péjoratif et raciste, et si c'est le cas aujourd'hui si cela l'a toujours été. Le Larousse précise que le terme « nègre » ou « négresse » vient du latin « *niger* » qui signifie « noir » et sert ou servait à désigner les personnes vivant en Afrique aux mélanodermes de couleur plus ou moins foncée allant jusqu'au noir. Le terme prend également une majuscule pour désigner les Noirs d'Afrique par opposition aux Noirs d'Océanie. De grands intellectuels se sont emparés de ce terme pour bâtir le concept de négritude créé à partir du latin « *nigritudo* » qu'on retrouve chez PLIN^e et qui signifie « le fait d'être noir ». Apparu dans les années 30 à

l'initiative d'intellectuels noirs, ce terme est donc récent et bien postérieur à l'abolition de l'esclavage par Victor SCHÛELCHER en France en 1848, ce qui vient quelque peu démentir le caractère d'insulte que certains veulent y voir.

La négritude a ainsi signifié, tour à tour, l'appartenance à la « race noire » comme cette « race » elle-même en tant que collectivité. Même si des travaux scientifiques récents ont aboli le concept de « race humaine ». Ce terme a aussi désigné la conscience et la revendication de l'homme noir colonisé, mais aussi un style, un art. Et en littérature, Jean-Paul SARTRE développe la notion de « l'être dans le monde du noir » où il y voit la façon dont l'homme ou la femme noire se conçoit et conçoit son rapport au monde. Mais, c'est le Sénégalais Léopold Sédar SENGHOR qui fut le véritable théoricien de la négritude comme idéologie. Ce terme désignait pour lui, je cite : « *L'ensemble des valeurs de la civilisation africaine* » et enfin « *la seule idéologie que l'Afrique noire puisse opposer aux idéologies occidentales* ». Je ferme la citation. Le Camerounais Marcien TOWA s'opposera d'ailleurs à cette vision qu'il trouve trop dogmatique en lui préférant une approche philosophique indépendante d'une appartenance culturelle, ce qui lui fait écrire que : « *Le concept de négritude pousse - je cite - à voir nègre quand il faut voir juste* », fin de citation. Stanislas ADOTEVI, natif du Bénin, préfère de son côté parler de « *mélanisme* », ce en quoi Léopold Sédar SENGHOR lui répondra de façon très fine que, je cite : « *Ce qui fait la négritude d'une œuvre, c'est plus le style que le thème* » fin de citation. L'autre grande intellectuelle de la négritude fut bien entendu le Martiniquais Aimé CÉSAIRE qui avec, le Guyanais Léon DAMAS, redécouvrirent les racines africaines des sociétés antillaises et guyanaises, et l'aliénation culturelle de leurs identités au profit d'une assimilation culturelle française. Toutefois, son approche est beaucoup moins théorique et construite que celle de SENGHOR et est plus axée sur la déportation des populations africaines vers le Nouveau Monde lors du commerce triangulaire et ses conséquences que sur les racines culturelles africaines elles-mêmes. Anticolonialiste, il développe alors un humanisme concret à destination de tous les opprimés de la terre qui lui fait écrire : « *Je suis de la race de ceux qu'on opprime* » fin de citation. Les termes « nègres » et « négresse » ou « négritude » ont ainsi été utilisés, défendus et même promus par les plus grands écrivains, poètes, philosophes, artistes, intellectuels du continent africain et du Nouveau Monde sans que cela ne recouvre la moindre notion péjorative, encore moins raciste ou xénophobe. Et cela nous ramène à la seule véritable question, est-il possible de juger le passé avec les yeux du présent ? Et surtout d'un présent appauvri de nos jours sur le plan culturel et qui ne connaît plus aujourd'hui majoritairement le sens des mots et des concepts. Les mots évoluent et se teintent en fonction des époques pour prendre des significations totalement étrangères à leur sens d'origine. Ainsi, combien de noms propres sont-ils devenus communs dans notre langue ? Le Préfet POUBELLE ne serait peut-être pas très heureux que son nom soit passé à la postérité pour désigner un conteneur pour les détritiques. Jules RENARD serait-il satisfait de savoir que son nom sert à désigner de nos jours un petit mammifère de nos campagnes, jadis dénommé « *Goupil* » ? Je pourrais multiplier les exemples. Les jeunes s'insultent aujourd'hui en se traitant de « bouffon » alors qu'au Moyen-Âge ce terme désignait un personnage important de la cour qui était le seul à pouvoir dire certaines choses au roi dont il était très proche. De même au XVIII^e siècle où le premier valet de chambre n'était pas un domestique de second rang, mais bien un haut fonctionnaire royal qui était un proche conseiller du monarque à la charge enviée. Le français n'est pas une langue morte, mais une langue vivante qui évolue et où le sens des mots se modifie parfois profondément au cours des siècles. Il n'y a qu'à relire la chanson de Roland écrite au XI^e siècle, probablement par TUROLD, qui est aujourd'hui difficilement compréhensible sans traduction pour la comprendre. Vouloir analyser et juger le passé à l'aide d'idées, de conceptions et de théories qui n'avaient pas encore vu le jour à l'époque concernée est non seulement un anachronisme flagrant, mais peut aussi s'avérer dangereux, car susceptible de remettre en cause les fondements mêmes d'une société. Une société, dois-je rappeler, n'a une existence que si les gens qui la composent souhaitent d'une part vivre ensemble et partagent d'autre part un certain nombre de valeurs et de références historiques, culturelles, linguistiques, artistiques, gastronomiques et de mode de vie en général. Il s'agit, hélas, d'une tendance de nos sociétés modernes et postmodernes de vouloir réécrire l'histoire. Mais voilà, l'histoire ne se réécrit pas, elle s'étudie dans son contexte.

Enfin, si je puis comprendre que nous sommes ce soir dans l'obligation d'abroger la délibération du 1^{er} juillet 1986 pour la rue, je ne vois pas quelle obligation nous aurions d'abroger celle du 22 octobre 1861 dans la mesure où celle-ci ne concerne pas le motif retenu par la cour pour justifier son abrogation. En effet, cette

délibération concerne l'aménagement d'un chemin sur les bords du lac de La Négresse, aujourd'hui Lac Mouriscot, et en legs de 6 500 francs de l'empereur Napoléon III à cette fin. Il est à noter que ce legs n'est pas un don privé de l'empereur, mais bien une donation de l'État comme le prouve le fait que ces fonds aient transité par le Préfet. Or, il existe une continuité des actes de l'État malgré les changements de régime afin d'éviter le chaos administratif et judiciaire qui se produirait si un nouveau régime remettait en cause toutes les décisions prises par l'ancien. L'abrogation de cette délibération signifiant un refus de la commune d'accepter ce legs, l'État pourrait être en droit de nous demander le remboursement des 6 500 francs or. Pour mémoire, la valeur d'un Napoléon de 20 francs or de 1861 est aujourd'hui de l'ordre de 680 € et sur cette seule base, 6 500 francs or de 1861 valent de nos jours environ 220 000 €, et cela sans même tenir compte de l'évolution du niveau général des prix. Est-ce juridiquement possible ? L'État le fera-t-il ? Voilà un intéressant débat pour les juristes que je me garderai bien de trancher, mais qui est une épée de Damoclès supplémentaire qui plane au-dessus de nos têtes.

M. CARRERE

Bonsoir chers collègues ! Je pense que quand on ne comprend pas son interlocuteur, et cela a été mon cas avec le combat de l'association « Mémoires et Partages », il faut essayer de se mettre à la place de son interlocuteur. Pour nous Biarrots et en particulier pour ceux qui ont grandi dans cette Ville, « La Négresse » évoque l'enfance, la jeunesse, les grands-parents, de bons souvenirs finalement totalement détachés de connotations racistes ou péjoratives.

En revanche, même si je ne suis ni dupe ni naïf et que je sais bien qu'il y a aussi une dimension politique dans le combat de cette association c'est indéniable, ce terme est vécu comme une insulte pour des personnes. Je pense que c'est tout à fait réel. Il faut tout de même avoir cela en tête. Ce matin, j'ai entendu le Président de l'association « Mémoires et Partages » à la radio qui proclamait qu'il s'agissait là d'une victoire totale que l'association avait obtenue. Je ne suis pas d'accord. Ce n'est pas une victoire totale. C'est une victoire juridique et, pour être totale, il aurait fallu convaincre beaucoup de Biarrots ou non Biarrots du bien-fondé de ce combat que je respecte et que je peux comprendre.

Alors comme je suis Biarrot, j'ai évidemment mal vécu cette décision comme vous, Mme le Maire. Je vis assez mal d'entendre que si les Biarrots sont opposés et ne comprennent pas cette décision, c'est parce que : « *ce sont des boomers réactionnaires* ». J'ai même lu que Biarritz était comparé à la Louisiane du XVIII^e siècle. Cela me révolte des positions pareilles.

Je pense qu'on est tous passés à côté d'une belle occasion de sortir de cette affaire par le haut avec une écoute mutuelle. Nous n'avons pas su le faire. Je dis bien « nous » et même avant ce mandat puisque vous avez rappelé que c'était une demande qui est ancienne. Je pense que le nécessaire travail d'historien a été très intéressant, mais il est peut-être venu un peu tard. Je pense donc que du point de vue de l'association la victoire aurait été d'être peut-être plus dans le dialogue. Si on m'avait dit quand j'allais de chez mes grands-parents au Collège Fal à pied que j'allais un jour siéger au Conseil Municipal qui allait changer le nom du quartier, je ne l'aurais pas cru.

On va relativiser les choses quand même. Autrefois, on allait jusqu'au centre-ville par l'avenue de La Négresse. Le nom a changé. Je ne connais pas les raisons, mais il a changé. On a survécu. On va survivre à la nouvelle appellation de la rue. Cela sera plus compliqué pour le quartier. À titre personnel, je pense que je continuerai à l'appeler le quartier de la Négresse. Cela va être difficile de changer. Mais, nous sommes legalistes. Je rappelle que la Cour administrative d'appel enjoint Mme le Maire à réunir le Conseil afin d'abroger, pas afin de décider si on veut abroger ou pas. Il y a quand même une nuance qui est forte. C'est la nuance que j'apporterai qui est que je suis legaliste, non pas pour des raisons d'éligibilité ou pas. Il faut appliquer cette décision et il y a un vote à bulletin secret. Je vais reprendre ma responsabilité. Je vais voter pour cette abrogation même si je ne le fais pas avec tout mon cœur, mais il faut le faire.

Mme MARTINEAU

Mme le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, l'importance de la mémoire historique, le nom de cette rue comme celui de nombreuses autres fait partie de notre patrimoine et de notre histoire locale.

La débaptiser est perçu comme une tentative d'effacer une partie de notre passé ce qui n'est pas bénéfique

pour notre commune. Au contraire, nous devrions chercher à comprendre, à apprendre et expliquer notre histoire même sur des aspects qui peuvent être controversés.

Il n'est nulle question d'humilier qui que ce soit. Il est question de respecter une histoire devenue peut-être une légende ou une légende devenue notre histoire à l'image de cette femme reconnue par Napoléon dont on ne peut ni nier ni assurer son parcours. Abolir l'histoire, c'est effacer le passé. Et dans ce cas, c'est contraire au fait de ne pas oublier les pages blanches et les pages noires y compris l'esclavage et le racisme.

Vous, Mme le Maire, en allant chercher une défense administrative essayant de prouver ou nier l'existence de cette femme, n'avez rien compris au symbole qu'elle représentait. Car c'est là qu'il fallait puiser : dans la défense de la symbolique de cette femme. Vous ne l'avez pas fait. Je rappelle que la devise de Biarritz avant votre arrivée était : « Biarritz à bras ouverts ». Elle était le chemin même de cette femme de couleur et de condition modeste qui fut reconnue et pérennisée. Dès votre arrivée vous avez balayé cette devise comme tout ce que vous avez balayé. Voyez-vous cette histoire était notre histoire. Mais comment peut-on ressentir la Ville et la défendre correctement quand on s'est acharné depuis cinq ans sur des symboles de notre cité, à diviser la Ville et ses habitants. Le BO¹, vous l'avez endommagé par votre orgueil. Ces hommes, vous les avez humiliés au tribunal. La Villa Fal, la Villa Sion, vous les avez bradées. Le terrain de la chapelle impériale, vous l'avez mis à la brocante. Les associations, vous les avez malmenées. Les hommes et les femmes, vous les avez expédiés aux Prud'hommes. Comment peut-on choisir une défense aussi nulle alors qu'il fallait défendre l'histoire, le symbole de cette femme et de ce qu'elle représentait. Tout a été fait pour que cela échoue encore une fois.

Au-delà des crispations et des tensions là où il n'y en avait jamais eu, cette polémique a réveillé une résistance à l'ingérence, une défense de notre souveraineté sur l'histoire de notre Ville et de notre quartier.

Alors oui, aujourd'hui nous devons nous soumettre à un nouveau nom, mais personne n'oubliera l'histoire de cette rue et son nom, car c'est l'histoire qui écrit l'avenir. Personnellement, j'avais choisi un nom basque, car il me semble qu'il s'agit ici aussi de défendre une identité. Mon choix ne se fait pas dans « L'Allégresse » qui sera très vite oubliée dans les années qui viennent et qui ne représente rien. Personnellement, je préfère les racines, car c'est dans les racines qu'on puise la sève qui permet de croître et c'est grâce aux racines qu'on se nourrit. C'est tout un symbole. Mais comment pouvez-vous défendre les racines, l'histoire de notre Ville, quand depuis cinq ans vous vous acharnez à les détruire ? Au travers de cette défense et de votre parcours depuis cinq ans, vous êtes devenue le symbole même de « Biarritz à bras fermés ».

M. TARDITS

Mme la Maire, mes chers collègues, j'étais présent lors de la présentation de M. MENOCHET qui a essayé de nous expliquer quelles pourraient être les racines historiques de ce nom. Et si je me souviens bien, M. MENOCHET nous a présenté plusieurs suppositions. Trois mois, cinq mois ou cinq ans plus tard, on ne sait toujours pas exactement pourquoi ce quartier a été nommé « Quartier de La Négresse ». La preuve, il n'y a aucune délibération. On a entendu que c'était peut-être la femme d'une personne qui vivait, qui avait vécu dans le pays, en Amérique du Sud, qui était revenue et qui s'était mariée ou il avait une compagne noire. Mais aujourd'hui, personne ne peut nous confirmer exactement les racines de ce nom.

Aujourd'hui, on sait qu'il y a des personnes qui sont heurtées, qui n'acceptent pas ce nom. La question que je me suis posée pour décider si ce qui nous arrive aujourd'hui est une bonne chose est : si aujourd'hui on devait renommer ce quartier, est-ce qu'on le renommerait « Quartier de la Négresse » ? Je ne pense pas. C'est pour cela qu'aujourd'hui, je voterai pour cette délibération. Merci.

Mme AROSTEGUY

Y a-t-il une autre prise de parole ? Je n'en vois pas. Alors, je ne vais pas forcément vous répondre puisque vous avez exprimé un point de vue avec, pour certaines interventions, des choses extrêmement intéressantes d'un point de vue historique et un rappel à l'histoire de cette Ville. J'ai bien mentionné en début d'intervention que cette histoire n'a pas commencé lors de notre mandat. Elle n'a même pas commencé au mandat précédent, mais bien avant avec l'intervention de M. Galery GOURRET-HOUSSEIN. Je me souviens

¹ BO : Biarritz olympique

parfaitement de Didier BOROTRA disant à M. GOURRET-HOUSSAIN : Écoutez, cher ami, cher collègue, le Conseil de quartier décidera. Le Conseil de quartier avait décidé que non et l'affaire avait été classée. Il y avait eu quelques remous également lors du congrès des chefs d'État africains dans lequel, paraît-il - je n'ai pas souvenir de la chose – les panneaux de « La Négresse » auraient été masqués pour ne pas heurter la sensibilité de certains chefs d'État africains. Puis, il y a eu le bruit effectué par les membres de l'association « Mémoires et Partages » lors du G7 de 2019. Finalement, cela n'a donné lieu à aucune action particulière de la part de la majorité précédente pensant peut-être, et là, je prends potentiellement sa défense, que c'était là une agitation hors de propos.

Vous l'avez dit, la langue évolue, la société évolue. Cette appellation de « Négresse » peut et apparaît aux yeux, pas forcément de boomers, mais d'un certain nombre de personnes comme raciste. Et, c'est là où nous devons expliquer. Vous m'avez reproché de ne pas avoir expliqué ou dialogué avec l'association. Il se trouve que Karfa DIALLO est Conseiller régional à la Nouvelle-Aquitaine. Nous ne manquons pas de communiquer à l'occasion de ces sessions. Nous avons trouvé un accord qui consistait, lorsque les travaux de la gare, enfin du pôle multimodal, seraient achevés à édifier une statue, ou un monument, en l'honneur de cette femme qui, vous l'avez rappelé Guillaume BARUCQ, est pour nous une femme libre, une femme fière, une femme que nous admirons, que nous admirons pour sa couleur de peau et pour le symbole de la liberté qu'elle peut représenter.

Est-ce qu'elle a existé ? On a toujours pensé qu'elle existait. Le travail que nous avons demandé à Jean-Louis MENOCHET de réaliser et de partager avec les Biarrots lors de la réunion publique du 11 mars ne nous assure pas de sa réalité. En même temps, il ne nous assure pas non plus qu'elle n'ait pas existé. Donc le nom « La Négresse » pourrait effectivement être la mémoire d'une femme de couleur qui aurait tenu une auberge dans le même quartier ou qui pourrait être effectivement une déformation du terme gascon « Lana gresa » « La Négresse ». Donc, les deux acceptations sont là. Il n'empêche qu'aujourd'hui dans l'esprit collectif des Biarrots, c'est plutôt une femme de couleur libre, forte, indépendante et donc il serait intéressant, et je souhaiterais que, quel que soit le résultat de la Cour d'appel, nous puissions rendre hommage à cette mémoire collective, à ce quartier qui était d'après l'histoire un quartier périphérique dans lequel travaillaient beaucoup d'ouvriers. Vous l'avez rappelé, la rue de La Négresse était une rue qui a été débaptisée en rue Kennedy. Quant à la rue baptisée aujourd'hui rue de La Négresse, elle est finalement relativement récente, 1986. Il n'y a pas d'habitants, mais des entreprises qui évidemment vont être pénalisées. Je voudrais vous dire que cette décision, que je trouve d'ailleurs assez étonnante parce qu'elle n'est pas suspensive, c'est-à-dire qu'elle nous contraint, elle nous oblige à l'appliquer aujourd'hui, on s'en serait bien passé, mais nous n'avons pas le choix. C'est comme lorsque l'État nous a ponctionné 1,50 M€ d'euros supplémentaires pour une carence relative à la loi SRU². Nous n'avons pas eu à dire que nous n'étions pas d'accord parce qu'on est très fortement impliqués dans la création d'un nouveau quartier et que nous allons construire du logement pour les Biarrots. Cela s'est imposé à nous. Nous pouvons faire tous les moulinets que nous voulons. Nous pouvons critiquer. Nous pouvons ne pas être d'accord avec cette décision, elle s'applique à nous. J'ai eu l'occasion de contacter M. le Préfet pour lui dire mon courroux et ma désapprobation par rapport au caractère non suspensif de cette décision. Il m'a bien expliqué qu'il serait obligé dans un premier temps de faire un recours gracieux. On va gagner deux, trois mois. Ensuite, il sera obligé de nous imposer des pénalités financières extrêmement lourdes. Je ne voudrais pas que nous soyons pénalisés à hauteur de centaines de milliers d'euros pour avoir refusé d'appliquer une décision de justice. Voilà.

Excusez-moi Mme MOTSCH, je vous avais proposé la parole et vous ne l'avez pas prise... »

Mme MOTSCH

C'est pour réagir par rapport à ce que vous dites. Vous l'avez dit, l'arrêt n'est pas suspensif. Ce que je ne comprends pas dans cette délibération numéro 2, c'est qu'on demande au Conseil Municipal d'abroger deux anciennes délibérations, et là il n'y a pas de sujet, puis de vous autoriser à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération. Certains de vos membres ont sollicité un vote à bulletin secret, ce qui m'étonne. On peut donc peut-être imaginer qu'il y ait un vote contre cette délibération numéro 2. Et

² SRU : Solidarité Renouvellement Urbain

alors là, on est dans une démarche totalement révolutionnaire et non légaliste puisqu'on doit exécuter cet arrêt. On est tout de même dans un pays de droit, donc cela s'impose à nous. Je suis très étonnée par ce troisième alinéa : autoriser Mme le Maire à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération. Mais, cela s'impose à nous. Je ne comprends pas pourquoi vous l'avez mis. Cela s'impose à nous. Que vous abrogiez, que vous demandiez l'autorisation du Conseil Municipal, certes. Mais pour le reste, si ce Conseil Municipal vote contre un arrêt de la Cour d'appel, de toute façon, il s'impose à nous. De toute façon, le Préfet prendra les dispositions qui s'imposent et cela nous met dans une situation qui n'est pas très jolie. Aujourd'hui, tout le monde conteste tout, mais on est quand même dans un état de droit. Je suis avocat de formation. Je ne suis pas là pour dire je suis d'accord ou pas. Un arrêt a été pris. Je ne dis pas que sur le fond je le partage, mais en tant que républicaine, je l'accepte.

Mme AROSTEGUY

Alors, je voudrais également préciser quelque chose. C'est que nous sommes tenus d'abroger la délibération supposément ayant nommé le quartier, ce qui n'est pas le cas. On ne nous demande pas d'abroger le nom du quartier puisqu'il n'existe pas dans sa forme administrative. Le quartier dit de « La Négresse » est un nom d'usage comme le quartier du Gaz à Saint-Charles. Donc, les Biarrots pourront continuer à l'appeler le « Quartier de La Négresse ». Il n'existe pas administrativement. C'est uniquement le nom de la « rue de La Négresse ». Nous ne sommes donc pas condamnés à rebaptiser le « Quartier de La Négresse ». Nous sommes condamnés à abroger les délibérations et à rebaptiser la « rue de La Négresse ». Je tiens quand même à le préciser. M. BARUCQ, vous vouliez poser une question ?

M. BARUCQ

Non, mais je voulais réagir. Légalistes, nous le sommes tous, mais il nous reste quand même un dernier pouvoir dans ce pays qui est de voter pour, contre ou de s'abstenir face à une délibération qui nous est proposée. Aujourd'hui, mes chers collègues, je crois qu'il faut avoir le courage de ses convictions. Si cela ne modifie pas le cours des choses, cela enverra un signal fort sur ce que ressentent les Biarrots.

Mme MOTSCH

Cela envoie comme signal que tu ne respectes pas l'institution judiciaire. Il n'est pas suspensif, donc il s'impose à nous. Après, il fallait travailler différemment en amont. Mais là, je trouve que la délibération est mal présentée parce que c'est ambigu. En fait, on demande à un Conseil Municipal de se prononcer par rapport à un arrêt d'une Cour d'appel et en l'occurrence qui n'est pas suspensif.

Mme AROSTEGUY

C'est ce que nous demande la Cour. C'est là où il y a une ambiguïté, c'est-à-dire qu'on n'a théoriquement pas le choix puisque comme vous l'avez dit il faut respecter la décision de justice. En même temps, c'est quand même notre dernière liberté d'élus de dire oui ou de dire non. En fait, c'est une de nos dernières libertés que nous perdons. Notre seule liberté, si nous voulons rester en liberté, c'est de respecter la décision de la Cour.

M. DESTIZON

Juste un point, si vous permettez. Je reconnais que sur celle de 1986 il y a quand même un problème. Il est vrai qu'en donnant le nom « La Négresse » en 1986, la municipalité de Bernard MARIE avait quand même pris un petit risque. En 1986, il faut bien reconnaître que le terme « La Négresse » pouvait quand même choquer. Je peux concevoir qu'il y ait là un souci sur la délibération de 1986. Et sur celle de 1861, il n'y a rien. Toutefois, le nom du quartier date d'au moins deux siècles. Là, c'est plus problématique. Pour moi, ce sont presque deux débats. Ce n'est pas le même débat sur la rue que sur l'autre. Enfin, la loi est la loi : dura lex, sed lex. On n'a pas le choix.

Mme AROSTEGUY

J'ai oublié de vous dire que l'association « Les Bask'Elles » continue à travailler sur la recherche de l'existence de cette femme de façon à pouvoir retrouver le nom. Mais de toute façon, nous ferons un hommage sous

forme de monument, enfin pas de stèle, mais certainement une sculpture dans le quartier pour lui rendre hommage - même si on n'est pas certain de l'existence de cette femme - ou à l'aura de cette femme ou à cet esprit de liberté de se dégager des chaînes que cette femme a pu avoir et qui sont des chaînes également symboliques pour nous, toutes les femmes. Je voulais vous dire qu'à un moment ou à un autre nous avons toutes été des négresses.

Je vais soumettre au vote à bulletin secret puisqu'un tiers du Conseil Municipal l'a demandé, donc je me dois de respecter cette demande. Je pense que cela sera assez rapide. Nous allons voter pour la délibération numéro 2, c'est-à-dire l'exécution de l'arrêt du 6 février concernant l'abrogation de la délibération d'octobre 1861 et celle de 1986. (*Distribution des bulletins*) En effet, AROSTEGUY Maider, j'ai la procuration également de Mme VALS. Ensuite, M. BOUDOUSSE a également la procuration de M. BODIN. Ensuite, M. CHAZOUILLERES va également voter pour Mme Christelle RODET. Mme PINATEL. Ensuite, M. HAURET va voter pour M. BACH et pour lui-même.

M. CARRERE

Mme le Maire, une question, s'il vous plaît. Je ne comprends pas bien. Sur la forme, est-ce qu'il n'y a pas une irrégularité puisqu'il y a deux votes sur le même bulletin ? Abrogation des délibérations portant sur la dénomination de la rue de la Négresse, délibération de 86, et du quartier de la Ville « La Négresse ». Même si vous prétendez que la délibération de 1861 ne donnait pas de nom au quartier et qu'on veut coller à la demande de la Cour administrative d'appel, nous n'abrogeons pas la dénomination du quartier de la Ville « La Négresse ». Nous abrogeons une délibération, en l'occurrence une délibération de 1861 et aussi celle de 1986 avec les effets que cela entraîne.

Mme MOTSCH

Pour rebondir sur ce que dit Sébastien, comme vous avez scindé la délibération en deux points au lieu de trois, cela veut dire que le Conseil Municipal ne vous autorise pas de fait à prendre les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération puisque c'est sorti du vote.

Mme AROSTEGUY

On va faire simple, on avait préparé des papiers, donc vous pourrez rayer. On vous demande : oui, non ou abstention. Par rapport à ce que je vous ai annoncé tout à l'heure, il s'agit :

- D'abroger à compter du 16 juin 2025 la délibération du 1^{er} juillet 1986 ayant dénommé « La Négresse » la rue concernée ;
- D'abroger avec effet immédiat la délibération du 22 octobre 1861 ;
- Et de m'autoriser à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Donc, oui, non ou abstention.

Mme MOTSCH

En fait, ce que vous nous demandez ne correspond pas à ce qui est écrit, donc le vote est irrégulier.

Mme AROSTEGUY

Vous rayez et vous mettez...

Mme MOTSCH

Irrégulier.

Mme AROSTEGUY

Si vous voulez, on revote.

Mme MOTSCH

Je ne sais pas.

M. CARRERE

Il faudrait que les bulletins soient identiques. Il faut reprendre des bulletins vierges sur lesquels on se positionne : oui, non. Sinon, ils seront nuls.

Mme AROSTEGUY

Alors, on va revoter sur papier blanc.

Mme MOTSCH

C'est mieux parce qu'autrement c'est irrégulier.

Mme AROSTEGUY

Vous pouvez répondre par oui ou par non ou contre. Ça a le même sens. (*Distribution des bulletins*) On va procéder au vote. Je vous rappelle qu'on vous demande :

- D'abroger à compter du 16 juin 2025 la délibération du 1^{er} juillet 1986 ayant dénommé « La Négresse » la rue concernée ;
- D'abroger avec effet immédiat la délibération du 22 octobre 1861 ;
- D'autoriser Mme le Maire à prendre tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vous pouvez voter en mettant le mot oui, le mot non, le mot pour, le mot contre ou le mot abstention ou rien. Donc, je vais voter pour Mme VALS. Ensuite, M. BOUDOUSSE va voter pour lui-même et pour M. Louis BODIN. M. CHAZOUILLERES va voter pour lui-même et pour Mme Christelle RODET. Mme PINATEL. M. HAURET va voter pour lui-même et pour M. BACH. Puis, Mme CASCINO. Puis, M. Michel LABORDE va voter également pour M. Raphaël LEFORESTIER. Puis, Mme POURVAHAB. Ensuite, Mme SUDAROVICH va voter pour elle-même et pour M. KAYSER. M. COURCELLES. Ensuite, Mme FORSANS. M. BARBERTEGUY. À noter que Mme BRAO et M. MORIN ne sont pas présents et nous n'avons pas de procuration. Donc, il y a absence de vote. Ensuite, M. BARUCQ, Mme MARTINEAU, M. DUSSAUSOIS-LARRALDE, puis Mme MOTSCH.

Mme MOTSCH

Alors, vous me permettez de citer MONTESQUIEU au moment où je voterai pour : « *Il n'y a point encore de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice.* » Cela s'appelle le principe de la séparation des pouvoirs. Donc, je vote pour l'application d'un arrêt parce que je respecte la séparation des pouvoirs de MONTESQUIEU.

Mme AROSTEGUY

M. CARRERE, M. DESTIZON, M. TARDITS, Mme DUBOIS-VIZIOS, M. MENARD, Mme KUTUZOVA, Mme VERGET, M. DELANNE, Mme GRAVÉ, M. QUATRE VIEUX, Mme DURAND-PURVIS.

M. Adrien BOUDOUSSE, secrétaire de séance étant le plus jeune en l'absence de Raphaël LEFORESTIER, va dépouiller.

M. BOUDOUSSE

Pour. Oui, pour. Pareil, on a une double réponse dessus. On le considère comme nul. Contre. Oui, mais c'est une double réponse sur le même bulletin. On le considère comme bon ? OK.

Mme AROSTEGUY

Oui et pour, cela veut dire la même chose en français. Pas de souci.

Mme MARTINEAU

On a le droit de mettre les deux.

Mme AROSTEGUY

Oui, on a le droit. Ce n'est pas un bulletin des municipales.

M. BOUDOUSSE

Donc, j'enlève les nuls et j'ajoute deux « pour ». Contre, un, deux, trois, quatre. Pour. Oui. Petit texte avec oui. Pour. La réponse est présente et écrite, donc écrite et cochée « oui » avec les trois propositions, un texte rajouté. Est-ce qu'on le considère comme nul ou est-ce qu'on le considère comme bon ? Il y a les trois propositions qui sont écrites, à la fois oui, pour et contre, et il y a un texte qui est écrit, qui reprend la proposition. : « *Abrogation de la délibération du 1^{er} juillet 86 sur la rue de La Négresse et celle du 22/10/1961 portant élargement du chemin...* » Après, je n'arrive pas trop à lire, mais j'imagine que cela reprend...

Mme MOTSCH

Le bulletin est nul s'il y a oui, pour et contre. Cela s'annule.

M. BOUDOUSSE

Je pense aussi.

M. DESTIZON

Chemin du Lac Mouriscot, c'est moi qui ai mis ce texte parce que je voulais que cela soit précis. Oui, non, abstention, je tenais à préciser que mon « oui » était bien pour l'abrogation de deux délibérations et je précisais le non des délibérations.

Mme AROSTEGUY

Donc, vous avez voté oui. Alors, c'est oui.

M. BOUDOUSSE

Ça, c'est pour, donc c'est bon. Pour. Abstention. Oui, pour. Pour. Pour. Pour. Abstention. Ça, je les réintègre aux « pour ». Ce sont deux nuls que l'on considère « pour ». Pour. Pour. Contre. Pour. Pour. Pour. Pour. Contre. Pour. Et, pour. C'est le dernier. 26, 6 et 2 abstentions. Donc, 26 pour, 6 contre et 2 abstentions. Le compte n'est pas bon. 6 contre, je les ai. 2 abstentions, c'est bon.

Mme AROSTEGUY

Il devrait y avoir 33 bulletins, Adrien, puisqu'il nous manque deux votants.

M. BOUDOUSSE

C'est ça. 20, 25. C'est bon. Le compte est bon. Donc pour les résultats, 25 pour, 6 contre et 2 abstentions pour un total de 33 (35 moins 2).

Mme AROSTEGUY

Les deux délibérations sont donc abrogées.

Mme MOTSCH

Vous pouvez redonner les chiffres, s'il vous plaît ?

Mme AROSTEGUY

Alors, les chiffres : 25 pour, 6 contre et 2 abstentions.

ADOpte AVEC 25 VOIX POUR

6 voix contre

2 Abstentions

3 – Nouvelle dénomination de la rue anciennement dénommée « La Négresse »

Mme AROSTEGUY

Je vous propose que nous passions à la troisième délibération de ce Conseil Municipal qui a trait à la nouvelle dénomination de la rue anciennement dénommée « La Négresse ». Suite à l'arrêt de la Cour administrative d'appel du 6 février dernier à l'abrogation de la délibération du 1^{er} juillet 1986, que nous venons de réaliser, il nous appartient aujourd'hui de procéder à la dénomination officielle de la rue concernée conformément à l'article L. 2121-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Afin d'associer la population à ce choix, une consultation citoyenne s'est tenue du 17 au 28 avril. Trois propositions ont été soumises :

- Rue Lana gresa, lande d'argile en gascon ;
- Rue Buztinlurra, terre argileuse en basque ;
- Rue de l'Allégresse.

2 018 personnes ont voté, dont 1 194 personnes s'étant déclarées comme biarrottes. Ainsi avec 50,49 % des voix, c'est rue de l'Allégresse qui a été choisie par les participants.

La nouvelle dénomination sera transmise à la base d'adresse nationale dans le mois suivant cette adoption et entrera en vigueur le 16 juin 2025, le temps de finaliser les démarches pratiques et d'informer les administrés.

Je tiens à préciser que lorsque je vous ai dit que les panneaux de la rue de La Négresse n'étaient plus en place, c'est qu'ils ont été volés. Ce n'est pas la Ville de Biarritz qui les a déposés, qu'on soit bien d'accord.

En conséquence de quoi, je vous propose, mes chers collègues :

- D'adopter la dénomination suivante, rue de l'Allégresse, laquelle entrera en vigueur à compter du 16 juin 2025 ;
- De m'autoriser à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Y a-t-il des interventions où nous passons directement au vote cette fois-ci ?

M. DESTIZON

Juste une explication de vote. Ce n'est pas une intervention. Je ne souhaite pas participer au vote. Je trouve que cela n'a pas de sens, donc non-participation au vote. Autant « Lana gresa » pouvait avoir un sens, mais alors « l'Allégresse » à part une ressemblance phonétique, il n'y en a aucune, donc je ne souhaite pas participer à ce vote, non-participation au vote. Je me lève si vous le souhaitez.

Mme AROSTEGUY

C'est noté. M. BARUCQ, vous souhaitez intervenir ?

M. BARUCQ

Oui, tout à fait parce que je crois qu'il faut acter aujourd'hui la fin du nom de cette rue et de ce quartier parce que j'imagine qu'après avoir enlevé les panneaux et après un vote du Conseil Municipal, nous reviendrons un jour sur cette décision. Je le regrette, Mme le Maire, même si je respecte le choix de chacun. Comme je l'avais dit aujourd'hui, je crois qu'on arrive dans une société où il ne faut pas faire de vagues, où il faut trouver des noms tous gentils, tous mignons. « L'Allégresse », que c'est joli ! Mais en fait, c'est une paronymie mesquine qui n'a aucun sens, aucune histoire et qui contribue à dénaturer un peu plus l'identité de Biarritz.

M. CARRERE

Je m'abstiendrai pour la même raison que M. DESTIZON. Cela n'a pas trop de sens pour moi non plus. À la rigueur, la dénomination Gascogne aurait eu un sens puisque le travail d'historien qui a été fait nous a rappelé les racines Gascogne de la Ville et de ce quartier en particulier. Je trouve que cela aurait été un bon choix plutôt que le choix « Allégresse » qui est une sorte de jeu de mots qu'on comprend mal. Donc, je m'abstiendrai sur ce vote.

Mme MOTSCH

Je m'abstiendrai aussi. J'ai une question. Cela veut dire quoi « non Biarrot » ?

Mme AROSTEGUY

Cela veut dire que lorsque nous avons proposé aux Biarrots de voter, on leur avait demandé s'ils étaient Biarrots ou non Biarrots.

Mme MOTSCH

Mais, cela veut dire quoi Biarrot ou non Biarrot ? Si vous votez, c'est que vous avez une domiciliation biarrote ?

Mme AROSTEGUY

C'est une consultation. Ce n'est pas un référendum, donc ce n'était pas suivant la liste électorale. Ce sont les personnes qui vivent à Biarritz ou les personnes qui vivent partiellement à Biarritz ou des Biarrots qui vivraient ailleurs qu'à Biarritz. C'est une consultation citoyenne.

Mme MOTSCH

Ce qu'on est en train de dire, c'est que des gens qui habitent peut-être à Bayonne ou à Saint-Pée-sur-Nivelle, ils ont vu de la lumière, ils sont rentrés, ils ont dit : tiens, je vais voter la dénomination. Cela n'a pas de sens.

Mme AROSTEGUY

Alors si vous regardez bien le tableau, nous avons pris en compte les votes des Biarrots. Les Biarrots, c'est 51,42 % des votes. Donc, c'est à titre indicatif. Nous aurions bien évidemment pris en compte le vote des Biarrots déclarés comme Biarrots.

Mme MOTSCH

Oui, mais c'est déclaratif de toute façon.

M DUSSAUSOIS LARRALDE

On est bien d'accord que là il n'y a aucun moyen de prouver. C'est purement déclaratif.

Mme AROSTEGUY

C'est la différence entre un référendum et une consultation citoyenne.

M DUSSAUSOIS LARRALDE

Ma question ne tend pas à faire débat. C'est juste pour comprendre.

Mme AROSTEGUY

Je vous rappelle que lorsqu'il y a des enquêtes publiques, la plupart des gens qui mettent des remarques ne sont pas des Biarrots et pourtant leur avis compte dans la consultation citoyenne même s'ils ne sont pas riverains. C'est le même principe sur une consultation citoyenne. C'est ouvert. On aurait très bien pu dire : écoutez, les Biarrots et les non-Biarrots se sont prononcés, mais finalement nous faisons fi de leur avis et nous décidons que c'est la rue Arostabis ou Arosta l'Allégresse, peu importe. On a fait une consultation citoyenne pour que les gens puissent s'exprimer. Les Biarrots et les non-Biarrots ont eu le même choix, c'est-à-dire que majoritairement ils ont choisi le nom de « l'Allégresse » qu'on peut ou pas apprécier. Personnellement, ce n'était pas mon choix.

Mme MOTSCH

Pardon d'insister, mais vous dites les Biarrots et les non Biarrots. Déjà, c'est déclaratif, donc dans les Biarrots, il y a peut-être des non-Biarrots. Pour le coup à court terme, moyen terme ou long terme, ce n'est vraiment pas une bonne décision.

On était dans le cadre d'un référendum et on faisait les choses de manière réglementaire, assise, avec des gens qui votaient, légitimes à voter ou alors, c'était une décision du Conseil Municipal, parce que chacun d'entre nous est aujourd'hui porteur de légitimité, porteur de voix et représentants de Biarrots. C'est assez lunaire. Vous voyez, je suis en train de recevoir des messages de gens qui nous regardent.

Mme AROSTEGUY

Mais, toute cette histoire est lunaire, Mme MOTSCH.

Mme MOTSCH

Ils disent que ce qui se passe en ce moment à Biarritz est qu'on est en zone de non-droit. C'est lunaire.

Mme AROSTEGUY

Oui, c'est lunaire.

Mme MOTSCH

La façon dont vous avez traité ce dossier est lunaire.

Mme AROSTEGUY

Non, ce n'est pas lunaire, Mme MOTSCH. C'est cet enchaînement d'événements qui est effectivement lunaire. De ce côté-là, je vous rejoins parfaitement. Qu'un 5 mai, nous soyons en train de perdre notre temps pour rebaptiser une rue baptisée en 1986 et dans laquelle il n'y a que des entreprises et pour laquelle je pense que beaucoup de Biarrots ne savent même pas qu'elle existe... En tout cas, il n'est pas question de rebaptiser le quartier puisqu'il n'a pas d'existence administrative. Je vous rappelle que nous n'avions pas le temps de faire un référendum parce que cela nécessite une longue procédure et nous avions cette date du 5 mai qui était la dernière possibilité. Donc techniquement, nous n'avions pas le temps de faire un référendum. Il était important quand même parce que les Biarrots nous l'ont demandé, y compris par de très nombreux courriers et dans les cahiers de doléances dans lesquels chacun voulait apporter quelque chose. On leur a donc donné la possibilité de s'exprimer. Je trouve normal de respecter l'opinion des Biarrots, tout comme dans...

Mme MOTSCH

Mais, c'est de la communication.

Mme MARTINEAU

Le problème est que ce n'est pas l'opinion des Biarrots.

Mme AROSTEGUY

Mais si, Madame. Regardez.

Mme MARTINEAU

On n'en a aucune preuve. Il aurait fallu faire des votes dans les quartiers réglementaires. Là, on ne sait pas. Ils ont dit qu'ils étaient Biarrots, mais on n'en sait rien.

Mme AROSTEGUY

Mais, nous n'avions pas le temps. Regardez, vous l'avez devant vous, c'est quand même évident.

Mme MARTINEAU

Non pour moi, cela n'a rien d'évident. N'importe qui peut dire : je suis Biarrot et je vote à « l'Allégresse ».

Mme AROSTEGUY

Sur 1 194 Biarrots, 614, c'est-à-dire 51,4 %, ont voté.

Mme MARTINEAU

Mais on n'a aucune preuve qu'ils sont Biarrots.

Mme AROSTEGUY

Mais, c'est une consultation citoyenne.

Mme MARTINEAU

On n'a aucune preuve, c'est-à-dire qu'on change un nom comme ça. En plus « l'Allégresse », cela ne veut rien dire du tout.

Mme AROSTEGUY

On ne change pas le nom.

Mme MARTINEAU

Autant, je peux comprendre qu'on prenne un nom gascon ou basque. J'aurais préféré basque.

Mme AROSTEGUY

Mme MARTINEAU, on ne change pas le nom comme ça. On nous l'impose, Mme MARTINEAU.

Mme MARTINEAU

Oui, on nous l'impose peut-être, mais on ne sait pas qui a voté.

Mme AROSTEGUY

Aujourd'hui, on vous demande d'approuver ou de désapprouver. Vous avez parfaitement le droit de voter contre en disant : c'est super, c'est débile, c'est bien, c'est approprié, trop Gascon, trop Basque.

Mme MARTINEAU

C'est débile.

Mme AROSTEGUY

Donc, vous dites : c'est débile. C'est parfaitement votre droit. C'est ce qu'on vous demande. C'est vrai qu'en général, c'est ce que vous dites.

Mme MOTSCH

À l'avenir, ce qui serait quand même plus joli, c'est de mettre Biarrots déclarés, non Biarrots déclarés, parce que pour le coup c'est ultra-sectaire. « Biarrots, non Biarrots », je trouve que ce n'est pas le « Biarritz à bras ouverts » qu'on aime et qu'on adore.

Mme AROSTEGUY

« Biarritz à bras ouverts » en tout cas sur les enquêtes publiques, je vous le redis, toute personne peut mettre son avis et on ne tient pas compte uniquement des résidents ou des votants à Biarritz. Tout le monde peut mettre son avis.

Mme MARTINEAU

Je propose que pour les municipales on demande aux Angloyes de venir voter et aux Bayonnais.

Mme AROSTEGUY

Alors, je vous rassure. Il y en a encore beaucoup qui restent encore marqués sur les listes électorales. Donc, rassurez-vous, il y en aura beaucoup. On passe au vote à moins que M. Richard...

M. TARDITS

Juste un petit mot pour vous féliciter. Il est vrai que vous en aviez parlé en 2020 lors de la campagne qu'on impliquerait les Biarrots et qu'on leur proposerait des choix sur des référendums, mais là aussi, c'est quand même un choix. Je trouve que c'est bien. Je pense qu'il n'est toujours pas trop tard pour leur parler du projet d'Aguilera pour demander aux Biarrots ce qu'ils pensent d'Aguilera, ce qu'ils pensent du Palais, avant d'attaquer un projet qui va nous coûter cher et sans être vraiment persuadés que les Biarrots sont favorables.

Mme AROSTEGUY

Ils ont voté « pour » en 2020 puisque personne ne proposait différemment. Puis le Palais, on en parlera aux municipales de 2026. C'est l'année prochaine. Cela nous fera des débats. En attendant, nous votons pour ce qui nous est imposé, c'est-à-dire le changement de nom. Nous avons donc acté par 25 voix pour que nous abrogions le nom de « La Négresse » et par consultation citoyenne il est donc sorti majoritairement le nom de « L'Allégresse ».

Chers collègues, je vous demande donc de voter en votre âme et conscience. Donc, qui s'abstient ? Une, deux... Non, je crois que vous ne participiez pas au vote. Alors, trois abstentions, une non-participation. Y a-t-il des votes contre ? Deux votes contre. Je vous remercie.

ADOPTE AVEC 27 VOIX POUR

2 voix contre : Mme Corine MARTINEAU, M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE

3 Abstentions : M. Guillaume BARUCQ, Mme Nathalie MOTSCH, M. Sébastien CARRERE

M. Patrick DESTIZON ne prend pas part au vote.

4 – Questions diverses

Mme AROSTEGUY

Nous pensions que le Conseil Municipal était terminé, mais non, car notre collègue Patrick DESTIZON, en temps et en heure, a demandé que deux questions supplémentaires soient inscrites à ce Conseil Municipal. M. DESTIZON, vous allez donc poser votre première question. Je vous rappelle les règles de cette procédure. Vous posez votre question, je vous réponds et il n'y a pas de débat.

- **Qu'en est-il de la réfection de la fresque située au rond-point Lichtenberger à Hélianthe ?**

M. DESTIZON

Oui. Vu que le Conseil allait être court, je me suis permis de poser ces deux questions. La première question concerne la fresque en trompe-l'œil, qui anime le rond-point Lichtenberger à Hélianthe. Elle a été réalisée il y a une trentaine d'années et est aujourd'hui en piteux état pour partie du fait des outrages du temps et pour partie du fait des embruns marins. L'ancienne majorité municipale, lorsque j'étais adjoint en charge des travaux et de l'urbanisme, avait envisagé une réfection de celle-ci juste après les élections de 2020. Or, cinq années sont maintenant passées et la fresque continue à se dégrader. Nous souhaiterions savoir où en est votre réflexion sur ce sujet et si seulement vous en aviez une.

À ce propos, quelques points méritent d'être précisés. D'une part, il est évident que, comme à l'époque, le ravalement de la façade afin d'obtenir un support sain qui est le préalable indispensable à la réalisation des peintures incombe comme ces dernières à la Ville à l'exclusion d'éventuelles reprises des enduits d'étanchéité. D'autre part, nous avons à l'époque identifié des problèmes de remontée d'humidité par capillarité sur la partie de la façade enterrée et le bas de cette dernière. Ces infiltrations étaient visiblement causées par les massifs plantés au pied de la fresque à l'initiative de la Ville à l'époque. Là aussi, il apparaît évident qu'il ne serait pas raisonnable de refaire cette fresque sans préalablement procéder au décaissement de la terre de ces massifs et réaliser une étanchéité de la partie enterrée du mur. Or, l'article 681 du Code civil impose au propriétaire d'une parcelle, fût-il une collectivité, de s'assurer que les eaux pluviales

d'arrosage se versent sur son terrain ou sur la voie publique et donc de canaliser ces eaux. Ces massifs se situant sur le domaine public, c'est donc là aussi à la Ville d'assumer ces travaux.

Enfin, une nouvelle convention avec les propriétaires des bâtiments devra être signée, la précédente étant caduque.

Merci, par conséquent, de nous informer de l'avancée du projet de réflexion, si projet il y a.

Mme AROSTEGUY

Bien, cher collègue, je vous remercie pour cette question qui nous permettra de partager nos travaux et nos réflexions.

Réalisée en 1992 par la coopérative lyonnaise Cité Création, la fresque monumentale d'environ 400 m² constitue une œuvre emblématique du paysage urbain du quartier Bibi Beau Rivage. Cité Création, seule entreprise de son secteur à bénéficier du label « Entreprise du patrimoine vivant », témoigne de 40 années d'expertise avec plus de 750 fresques réalisées à travers le monde.

Dans la continuité de cette collaboration historique, il a été décidé de confier à cette même coopérative la création d'une nouvelle fresque à cet emplacement. À cette fin, la Directrice de Cité Création s'est rendue à Biarritz le 26 mars dernier afin de rencontrer l'ensemble des propriétaires et copropriétaires des murs concernés. Lors de cette réunion, elle a présenté les enjeux artistiques et techniques du projet, les modalités pratiques de réalisation ainsi que le calendrier prévisionnel. Des expertises commanditées par les propriétaires ont révélé des défauts d'étanchéité sur les maçonneries en tête de talus affectant l'ensemble des murs concernés. À la lumière de ces constats, la Ville de Biarritz a engagé en décembre des travaux de reprise partielle (bandes solin en tête de l'étanchéité). Des relevés d'hygrométrie réalisés parallèlement à ces travaux par les différents propriétaires concernés ont mis en évidence une forte humidité résiduelle. Afin d'objectiver l'évolution de la situation, la Direction des bâtiments et de l'espace public a mandaté une société indépendante pour réaliser de nouveaux relevés dans les jours prochains. Ces mesures devraient, nous l'espérons, confirmer une amélioration des conditions sanitaires des murs suite aux travaux de décembre. La réalisation de la fresque ne pourra être envisagée qu'après validation de ce diagnostic qui, s'il s'avérait positif, nous dispenserait de procéder à l'excavation des terres des massifs que vous évoquez. Il est en effet indispensable de garantir un support sain pour permettre l'intervention de Cité Création. L'accord formel de chaque propriétaire sera alors sollicité par le biais d'une convention de mise à disposition des murs. La Ville prendra en charge l'intégralité des frais liés à la création de la fresque et des prestations connexes, à l'exception des reprises d'ouvrages attenants qui resteront à la charge des propriétaires. Nous avons un calendrier prévisionnel d'intervention sous réserve des résultats des expertises en cours. Les grandes étapes du projet sont ou seraient les suivantes :

- Premièrement : Relevé comparatif d'hygrométrie réalisé ces jours-ci sous pilotage de la Ville et en présence des propriétaires.
- Deuxièmement : Diagnostic technique et transmission du compte rendu aux parties prenantes.
- Troisièmement : Recueil de l'accord des copropriétaires et inscription de la réactualisation de la fresque à l'ordre du jour de la prochaine AG³ de la copropriété du 14 rue d'Espagne.
- Quatrièmement : Présentation du projet en couleur par Cité Création aux copropriétaires.
- Cinquièmement : Dépôt des demandes administratives (demandes préalables et validation par l'architecte des bâtiments de France).
- Enfin, préparation des façades à l'automne : décapage, traitement anticryptogamique, donc cade antifongique, biocide, fongicide antimycosique, ravalements.
- L'installation de l'échafaudage permettra aux propriétaires d'inspecter et de remettre en état leurs toitures et zingueries, qui pour certaines en ont besoin.
- Étape numéro 7 : Réalisation de la fresque prévue en octobre sur une durée estimée de trois semaines sous réserve de conditions météorologiques favorables.
- Et enfin, dépose de l'échafaudage.

³ AG : Assemblée Générale

Je pense que la note fournie par les services est assez complète. Je pense qu'elle répondra à votre interrogation, cher collègue.

Nous avons maintenant la deuxième question.

M. DESTIZON

Je vous remercie pour votre réponse, Mme le Maire. Vous pourrez me la communiquer ?

Mme AROSTEGUY

Bien sûr.

M. DESTIZON

Je vous remercie.

▪ **Demande d'informations au sujet des travaux réalisés récemment à la Grande Plage**

M. DESTIZON

Ma deuxième question est : des travaux ont été réalisés récemment à la Grande Plage. Ils semblent concerner les deux grands bassins de rétention des eaux pluviales inaugurés en 1994 pour protéger la plage de déversements intempestifs du fait de ruissellements trop importants du versant nord pour être traités en direct par la station d'épuration lors d'orages.

Malgré votre double casquette de Maire et de Vice-présidente de la Communauté d'Agglomération en charge de l'assainissement, il y a eu très peu d'investissements à Biarritz durant votre mandat pour protéger la qualité de nos eaux de baignade.

Nous souhaiterions disposer de plus d'informations sur ces travaux. S'agit-il d'améliorer la capacité de remplissage des bassins qui se déversent dans le milieu naturel avant d'être totalement remplis comme cela avait été envisagé lorsque j'étais adjoint en charge des travaux ? Quelles techniques ont-elles été retenues pour améliorer le déclenchement des cliquets d'ouverture des vannes sur les plages ? Cela a-t-il été l'occasion de réaliser d'autres travaux d'entretien ou d'amélioration sur ces bassins ?

Mme AROSTEGUY

Je vais vous répondre en détaillant les travaux qui sont prévus sur l'ensemble du mandat et également revenir sur les travaux précédents puisque le fait de dire qu'il n'y a pas eu beaucoup de travaux veut dire qu'il n'y a vraisemblablement pas eu beaucoup de travaux précédemment. Donc :

- En 2020, il y a eu 1,24 M€ de travaux ;
- En 2021, 906 000 € ;
- En 2022, 2 712 000 € de travaux ;
- En 2023, 1,10 M€ ;
- En 2024-2025, nous serons à 4 M€, soit fin 2025 à 9 918 000 €. S'agissant des années 2024-2025, les travaux sont en cours et les principales opérations sont :
 - La mise en séparatif des rues Milady et de Madrid pour 1,60 M€ hors taxes ;
 - Un travail sur les intercepteurs à la Grande Plage pour 1 M€. Vous savez qu'il y avait des déverses sur ces bassins alors que les bassins n'étaient pas pleins. Dès le début du mandat, nous avons travaillé avec des ingénieurs pour essayer de trouver une solution technique qui permet de remédier à ce problème que vous aviez d'ailleurs très souvent dénoncé.
 - Ensuite, mise en séparatif Rue Pierre Benoît, pour 400 000 € hors taxes ;
 - Renouvellement des silos de la STEP⁴ de Marbella pour 430 000 € hors taxes.

⁴ STEP : Station d'Épuration

Enfin, des opérations sont programmées à court terme et inscrites au budget. Nous allons avoir :

- Fin 2025, début 2026 : Création d'un bassin de stockage à Labordotte ;
- La déconnexion des bassins-versants en amont de Kennedy, Harispe et Espagne pour 1,60 M€ hors taxes courant 2026 ;
- La création d'un bassin de stockage à la STEP de Marbella pour 2 M€ hors taxes courant 2027.
- Et entre 2026 et 2027, pour 3 M€ hors taxes, la réhabilitation de l'ancien émissaire en mer de la Milady.

Ça, c'est ce que nous sommes en train de faire.

Si nous prenons ce qui a été fait précédemment depuis 2014...

M. DESTIZON

Je vous rappelle que ma question ne portait que sur la Grande Plage.

Mme AROSTEGUY

Il est tout de même important de regarder ce qui a été fait. Il y a eu beaucoup de travaux de réparation pour des canalisations ou des installations totalement vétustes, ce n'est pas de votre fait :

- Réparation d'un effondrement majeur de l'ovoïde au carrefour de Verdun et d'Édouard VII au droit d'Henriet (deuxième trimestre 2014) ;
- Réhabilitation des réseaux d'assainissement unitaires des rues Montagnes, Notary et Clouzard (deuxième trimestre 2014) ;
- Réhabilitation de l'ovoïde Reine Victoria ;
- Réhabilitation de l'ovoïde La Rochefoucauld-Marne (deuxième trimestre 2014) ;
- Diverses réparations : canalisations au passage Winston Churchill, canalisations rue du Centre, canalisations devant les établissements des Colonnes et Sésame avenue Édouard VII.
- Nous avons également eu au mandat précédent une réduction des déversements d'eaux usées en milieu naturel avec la construction d'un bassin de rétention sous la crèche des Thermes Salins de 4 000 m³ entre octobre 2017 et avril 2018.
- La mise en œuvre de la vanne par temps sec avec intercepteur aux Salins entre avril 2016 et juillet 2016.
- La pérennisation des traitements tertiaires à la STEP Marbella avec le fameux acide (une sorte de javel écologique) suite à deux conventions d'études entre mars 2019 et juillet 2019.
- Beaucoup d'études ont été faites également.
- Lancement d'une mission d'AMO⁵ pour la réhabilitation de l'ancien émissaire à Marbella en décembre 2017. Finalement, le marché a été résilié, car les objectifs financiers n'ont pas été atteints.

M. DESTIZON

J'étais adjoint aux travaux à l'époque, donc je le sais Madame. De 2017 à 2019, c'est moi qui étais là.

Mme AROSTEGUY

C'est pour cela que je le rappelle, parce qu'il n'y a pas eu beaucoup...

M. DESTIZON

C'est gentil, mais répondez-moi sur la Grande Plage. C'est la question.

⁵ AMO : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Mme AROSTEGUY

Nous comparons ce qui a été fait avec ce qui est en cours de réalisation. Nous avons eu également :

- Beaucoup d'études : Diagnostic des capacités nominales hydrauliques du réseau d'assainissement unitaire de Biarritz entre septembre 2015 et mai 2016.
- La réhabilitation des réseaux - je parle bien des études – du quartier Beau Soleil Lac Marion ;
- Création du bassin de rétention de 500 m³.
- Études en 2017-2018, travaux que nous avons commencés en 2021.
- Et diagnostic d'état et enjeux des ruisseaux urbains du pôle territorial Côte-Basque-Adour 2017.

Voilà le comparatif qui pouvait être fait entre les deux mandats. Des choses ont été faites.

Vous voyez que sous ce mandat il y en a eu beaucoup et il y en a encore beaucoup à faire. Je me suis beaucoup occupée de notre Ville. Lorsque vous êtes Vice-présidente, vous avez un regard collectif. À l'heure actuelle, il y a de très belles réalisations qui sont en cours, dont la STEP de Bidart que nous allons organiser, la STEP de Saint-Pée-sur-Nivelle et surtout la très grosse STEP de Saint-Jean-de-Luz pour laquelle nous sommes en train de choisir le prestataire puisque la qualité des eaux de baignade affecterait l'image de la Côte-Basque puisque nous sommes tout à fait en dehors des clous. La Communauté d'Agglomération et ses services travaillent donc d'arrache-pied pour permettre la nouvelle STEP de Saint-Jean-de-Luz d'être conforme aux réglementations européennes.

J'espère avoir répondu à l'ensemble de vos questions techniques. Je vous remercie pour cette possibilité de clarifier le gros travail qui est réalisé à la fois par les services techniques de la Ville que je remercie et par les services de l'Agglomération que je remercie également.

Nous nous retrouvons, chers collègues, le 20 juin pour notre prochain Conseil Municipal dans lequel nous aurons le vote du compte administratif, entre autres. Je vous souhaite une bonne soirée et je vous remercie pour la tenue de ces débats.

L'ordre du jour étant épuisé et en l'absence de question diverse, la séance est levée à 19H00.